

LAVERTU, Yves, *L'affaire Bernonville. Le Québec face à Pétain et à la Collaboration (1948-1951)* (Montréal, VLB éditeur, 1994), 217 p.

Michel Sarra-Bournet

Volume 50, numéro 2, automne 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305533ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305533ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sarra-Bournet, M. (1996). Compte rendu de [LAVERTU, Yves, *L'affaire Bernonville. Le Québec face à Pétain et à la Collaboration (1948-1951)* (Montréal, VLB éditeur, 1994), 217 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 50(2), 290–292. <https://doi.org/10.7202/305533ar>

LAVERTU, Yves, *L'affaire Bernonville. Le Québec face à Pétain et à la Collaboration (1948-1951)* (Montréal, VLB éditeur, 1994), 217 p.

Dans la foulée de l'affaire Mitterand (où on avait exposé le lien entretenu par le président français avec le régime de Vichy), un journaliste du Québec sort quelques squelettes du placard dans un essai sur la collaboration qui doit être assimilé au journalisme d'enquête plutôt qu'à l'histoire politique. Yves Lavertu a d'ailleurs lui-même décrit son travail comme un «court essai de microhistoire» (p. 181).

D'abord, les faits: le comte Jacques Dugé de Bernonville, ex-chef de la milice sous Pétain, débarque au Québec en 1946. Sa présence soulève la controverse. Doit-il être expulsé en raison de son passé de collaborateur? Doit-on l'accepter pour soutenir l'immigration française dans la province de Québec? Est-il un criminel de guerre ou un réfugié politique?

L'affaire Bernonville nous indique qu'avec la complicité de la presse, on assista à cette époque à une polarisation extrême qui favorisait les amalgames et les thèses les plus manichéennes. En fait, la véritable contribution de Bernonville au régime de Vichy a relativement peu d'importance dans l'ouvrage. C'est dans l'évocation de la polémique que réside la force du livre de Lavertu et non dans la reconstitution historique. Aux yeux de ses adversaires, quiconque appuyait Bernonville était coupable par association: il était nécessairement nationaliste, pétainiste, collaborateur et, par-là même, antisémite, fasciste et nazi. À l'inverse, la lutte que faisait le gouvernement fédéral à ceux qui fuyaient l'Épuration d'après-guerre en France était présentée par des partisans de Bernonville comme un complot dirigé contre le Canada français à qui on refusait l'apport d'immigrants français. Ce n'est donc pas d'hier que les débats publics sombrent dans le réductionnisme et la démagogie. À cet égard, le Québec ne faisait pas figure d'exception. À la même époque en France, tous ceux qui avaient entretenu des relations avec le gouvernement de Vichy étaient suspects aux yeux des épurateurs.

Toutefois, les lecteurs auraient profité d'une meilleure mise en contexte de l'épisode Bernonville. L'auteur, qui confond «recherche historiographique» et recherche historique (p. 195), s'est limité à relire les études dans lesquelles il trouverait des faits reliés directement à son sujet. Il est donc passé à côté d'un texte essentiel de Robert Arcand sur les attitudes

québécoises face à Pétain et de Gaulle paru à l'hiver 1991 dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*. D'ailleurs, il est peu question d'interprétations historiques dans cet ouvrage. Tout d'abord, Lavertu affirme vouloir se distinguer de l'École des Annales qui favorise l'étude des facteurs structurels au détriment des phénomènes conjoncturels. Cependant, il va trop loin en négligeant d'expliquer les événements qu'il décrit au-delà de leur contexte immédiat. Ensuite, l'auteur néglige de situer son étude dans l'historiographie, ce qui est essentiel pour donner du sens à une œuvre historique.

Ainsi, le clivage entre les partisans et les adversaires de Bernonville ne correspondait pas simplement aux oppositions entre Canadiens anglais et Canadiens français, entre gouvernements fédéral et provincial, ou entre libéraux et clérico-nationalistes. Différentes motivations expliquent la position de chaque individu dans cette controverse et elles ne peuvent se comprendre que dans le contexte des mutations idéologiques de l'époque.

L'absence de perspective affecte la manière dont Lavertu expose son sujet. Son étude ne rend pas avec assez de finesse la complexité de la situation dans laquelle vivaient les acteurs. Tout comme les opposants à Bernonville (pour qui, en dernière analyse, tout ce qui comptait c'est que ce dernier avait été un fidèle de Pétain), l'auteur adopte une approche manichéenne et avance davantage d'éléments d'accusation que d'explication. De plus, sans doute influencé par sa source principale (la correspondance de l'historien Robert Rumilly), il tend à exagérer le parti pris pétainiste de la société québécoise. (Il y eut à cet égard un renversement de l'opinion à partir de 1942.) En ce qui concerne les élites, le débat entre pétainistes et partisans de de Gaulle reprend, en effet, dans l'après-guerre. Toutefois, ce débat témoigne surtout du pluralisme de la société québécoise. Plusieurs rêvaient encore pour la province d'un régime catholique dont la devise serait «Travail-Famille-Patrie», mais le courant traditionaliste ne dominait déjà plus au Canada français.

On compte parmi les aspects les plus intéressants de l'ouvrage de Lavertu des détails sur l'attitude de personnages historiques. C'est Robert Rumilly, historien anticomuniste né en France, qui est le pivot de cet épisode de l'histoire du Québec. Nul doute que son implication dans l'affaire Bernonville aura une place de choix dans sa biographie. Par ailleurs, le support moral de Maurice Duplessis, qui ne veut pas se mouiller publiquement, les déclarations tonitruantes de Camilien Houde, le maire de Montréal, l'appui sans réserve de René Chaloult et de Philippe Hamel à droite, et celui, plus circonstanciel, d'André Laurendeau et de Jean-Marc Léger à gauche, tout cela peut apporter une meilleure compréhension de leurs comportements respectifs. Cependant, c'est au lecteur bien informé d'effectuer des recoupements avec les positions prises par chacun dans d'autres domaines.

L'intervention de certains évêques auprès de parlementaires fédéraux du Québec pour empêcher l'expulsion de Bernonville et d'autres Français est une illustration intéressante de l'influence que détenait toujours l'Église à cette époque. Ici, malheureusement, les faits et les identités ne sont pas clairement établis. Les sources employées pour cette étude ne sont d'ailleurs pas

toujours sûres et l'auteur se rend quelquefois aux suppositions de certains acteurs, de quelque côté qu'ils se trouvent: prenons par exemple ce passage sur l'identité de l'individu qui aurait dénoncé Bernonville (p. 101-103).

En conclusion, *L'affaire Bernonville* est un ouvrage accessible. Certains chapitres se lisent comme un roman, selon l'expression consacrée. Malgré quelques détails bâclés (voir l'essai de Gonzalo Arriaga dans le *Bulletin d'histoire politique* d'été 1996), Yves Lavertu éclaire un épisode méconnu de l'histoire du Québec. La chronologie qu'il a ajoutée permet au lecteur de se retrouver dans les rebondissements du récit. Cependant, son interprétation de l'idéologie des élites du Québec d'après-guerre devra être confrontée à d'autres. En effet, le débat sur la nature «libérale» de la société québécoise n'est toujours pas clos.

*Département d'histoire et de science politique
Université de Sherbrooke*

MICHEL SARRA-BOURNET